

# Déclaration liminaire de SUD éducation Paris au CDEN du 30 novembre 2025

C'est un CDEN assez inédit qui est réuni aujourd'hui pour discuter de la répartition des moyens pour la rentrée scolaire 2025 alors que, d'une part, le budget 2025 n'est pas encore voté mais que, d'autre part, les suppressions de divisions ou les fermetures de classes sont déjà connues localement, les structures des établissements ayant été données aux chefs d'établissements et les directrices et directeurs appelés lorsqu'une ou plusieurs classes de leur école fermait. Par ailleurs, les documents préparatoires à ce CDEN ont été envoyés en dehors du délai réglementaire et sous une forme inexploitable. Cette situation est symptomatique du traitement du dialogue social par l'académie et le ministère. La transparence de l'administration est pourtant une obligation constitutionnelle qui devrait permettre notamment aux syndicats de travailler sereinement. Cela reflète aussi l'instabilité politique et la navigation à vue que subit l'éducation nationale depuis deux ans : là où on aurait besoin d'anticipation, de prospective et de concertation, nous n'avons jusqu'alors eu droit qu'à des grands chantiers annoncés sans réelle discussion préalable, à des décisions précipitées à la mise en œuvre chaotique.



Pourtant, l'école est à un point de rupture : elle a besoin de moyens pour répondre aux grands enjeux de société, en particulier en matière de reconversion écologique et de prise en compte des besoins de l'ensemble des élèves. Dans ce contexte, il n'est plus possible de fonctionner en passant systématiquement en force et nous espérons que notre nouvelle ministre va rompre avec son mode de gouvernance qui l'avait conduit, dans d'autres fonctions, à imposer une réforme des retraites impopulaire, très largement combattue par les personnels de l'éducation et dont le refus s'est manifesté à plusieurs reprises dans les échecs électoraux du camp présidentiel. L'école publique va mal et la politique éducative menée jusqu'à depuis 2017 est largement rejetée par les personnels qui revendiquent de véritables augmentations de salaires, la baisse du nombre d'élèves par classe, une refonte de la formation initiale et continue, une rénovation du bâti scolaire et des moyens pour l'école inclusive, comme est venue le rappeler la grève nationale des AESH de jeudi 16 janvier.

Au lieu de cela, le rectorat baisse encore les moyens notamment aux ULIS et aux UPE2A.

Des AESH qui sont bien maltraités dans l'académie, en témoigne votre refus de payer la prime REP/REP+ depuis 2020, le nombre d'erreurs dans la gestion de leur paie et l'absence de réponses auquel-les ils et elles se confrontent lorsqu'ils tentent de vous joindre.

Nous sommes encore en janvier et c'est le premier CDEN de l'année mais le cœur n'est pas à se souhaiter la bonne année du côté de la table où nous sommes, sauf à être dans une certaine ironie.

En effet, que dire d'une année qui commence avec des annonces qui vont conduire à plusieurs suppressions de classe et des dégradations des conditions d'enseignement-apprentissage? Que dire d'une année qui commence par la remise à la rue de plusieurs dizaines de nos élèves qui étaient hébergé-es dans le cadre du dispositif lycéen ? « Ciao Bye bye, tu as commencé une formation mais bon maintenant on t'envoie à 300 km d'ici c'est ça ou la rue, à prendre ou à laisser, la continuité scolaire c'est pas pour les gens comme toi ! » SUD éducation Paris appelle le rectorat à mettre tout en œuvre pour que perdure ce dispositif et que les jeunes hébergé-es par ce dispositif puissent poursuivre leur scolarisation.

Que dire aux jeunes qui cliquent des centaines de fois chaque matin vers 10h, depuis des mois, espérant que la page du CASNAV leur donne un rendez-vous pour être scolarisé-es ? Que dire des jeunes qui ont passé leurs tests CASNAV et leurs tests complémentaires CIO il y a plusieurs semaines et attendent toujours une affectation ? A celles et ceux qui parmi elles et eux ont moins de 16 ans, on révèle que le rectorat de Paris ne respecte pas les lois sur l'obligation scolaire et que tout le monde ou presque s'en lave les mains car ce ne sont pas des enfants comme les autres ?

Que dire aux jeunes qui ont passé les tests CASNAV et attendent d'être affecté-es ? Que des chef-fes d'établissement ne veulent pas les inscrire car en tant que mineur-es non accompagnés par l'ASE ou par des associations partenaires, ils et elles ne sont pas prioritaires car le lycée n'est pas en mesure de payer les titres de transport et la cantine? Que dire des chefs d'établissement qui donnent à des élèves d'UPE2A des emplois du temps ne comportant que trois demi journées de cours par semaine ?

Que des adultes responsables et fonctionnaires dans ce pays acceptent sans broncher de gérer la misère en institutionnalisant les discriminations ? Que le rectorat bien qu'il ait fait des économies en amputant la MLDS d'une grande partie de son budget et qu'il se désinvestisse totalement du dispositif lycéen refuse d'abonder de manière adéquate les fonds sociaux du lycée et laisse donc des dizaines d'élèves sans cantine ni titres de transport ?

SUD éducation Paris soutient les personnels de Mayotte, dont la rentrée s'est faite dans des conditions très compliquées, après cinq semaines de métiers par les représentants de l'état. Nous leur souhaitons un plan de reconstruction écologiquement et socialement viable, le classement en éducation prioritaire des écoles et établissements scolaires de l'archipel, l'attribution de la prime à l'ensemble des personnels. Nos pensées vont aussi vers le l'ensemble des habitant·es de Mayotte.

Certes il y a quelques bonnes nouvelles comme la remise en question du SNU.... Mais c'est surtout une question de budget nous ne sommes pas dupes. Pour le reste le règne du nationalisme, du militarisme et des idéologies mortifères qui perpétuent inégalités et injustices sociales qui conduisent aux guerres et aux exclusions continuent. Beaucoup de citations qui ont trait au danger du fascisme et des totalitarismes en général parlent du bruit des bottes et du silence des pantoufles... Nous avons dans cette déclaration évoqué les situations dramatiques de plusieurs centaines de jeunes catégorisé-es MNA que la mairie de Paris dit soutenir mais va expulser au lieu de réquisitionner. Face aux réponses insatisfaisantes qui depuis des années nous sont fournies, derrière les excuses récurrentes du "On n'y peut rien", "autonomie des chefs d'établissement", "Nous ne sommes pas responsables", "Ce n'est pas de notre ressort", nous ne pouvons nous empêcher, d'avoir l'impression désagréable que dans cette salle du rectorat, qui continue de communiquer avec un réseau social possédé par l'auteur d'un geste reconnu comme un salut nazi, ce qui se joue relève d'une certaine forme de banalité du mal.